

que la situation commerciale aux États-Unis, notre principal associé commercial, ne sera pas trop bonne l'an prochain. Il est inutile toutefois d'établir un office pour une répartition exceptionnelle de l'énergie. Nous avons besoin de directives. Le gouvernement doit nous assurer qu'il y a certes certains problèmes commerciaux dans le monde et que les prix posent certains problèmes, mais que le Canada peut subvenir actuellement à ses besoins en ce qui concerne toutes les formes imaginables d'énergie; il devra nous assurer que la priorité sera accordée à l'énergie fournie aux Canadiens, que nous utiliserons cette énergie pour exploiter le Canada à l'intention des Canadiens et que ces derniers n'en seront pas privés. Il devrait nous dire aussi que les Canadiens devront payer un prix légèrement plus élevé, mais que dans certains cas cette hausse de prix pourra être atténuée par un gouvernement qui s'intéresse aux problèmes de la population.

● (1710)

L'une de nos difficultés vient de ce que nous n'avons pas encore établi de politique pétrolière à l'échelle nationale. Le 4 septembre dernier, le premier ministre proposait enfin de construire un pipe-line jusqu'à Montréal. Il en a encore parlé à la Chambre le 6 décembre. La semaine dernière et aujourd'hui, nous avons posé des questions à la Chambre au sujet du pipe-line. Nous voulons savoir quelles dimensions il aura. Le gouvernement n'a pas même encore décidé quel chemin il empruntera. A-t-il commandé de l'acier? Jamais de la vie! Nous avons entendu dire qu'il aurait peut-être eu des entretiens avec la compagnie Interprovincial Pipeline. L'Office national de l'énergie n'a reçu aucune demande au sujet de la construction de ce pipe-line. Les travaux préliminaires n'ont pas même été ébauchés, et voilà que ces types à ma gauche ont appuyé le gouvernement, croyant que celui-ci avait élaboré une politique pétrolière nationale.

Si nous voulons que les raffineries s'organisent, que les foreuses se mettent à tourner et que les travailleurs s'activent, nous devons les y encourager. Une façon d'encourager l'industrie pétrolière serait de déclarer sans ambages que dans un délai bien défini, l'industrie pétrolière canadienne jouirait du monopole de la vente du pétrole sur le marché canadien, que nous allons livrer le pétrole canadien aux consommateurs canadiens, et que les producteurs disposeront au moins d'un marché de base. C'est une déclaration qu'il faut faire le plus tôt possible. Comment escompter qu'une entreprise construise aujourd'hui un pipe-line jusqu'à Montréal et achemine du pétrole jusque là s'il se peut que, demain, après que les cours du pétrole auront baissé sur le marché mondial, il n'y aura plus de débouché pour le pétrole acheminé au moyen de ce pipe-line? C'est impossible, évidemment. Voilà pourquoi on n'arrive pas à se mettre d'accord sur qui financera la construction de ce pipe-line.

Qui serait disposé à financer la construction d'un oléoduc devant servir à régler un problème qui durera un an ou deux, pour ensuite l'abandonner à la rouille? Dans toutes les circonstances imaginables, nous devons construire un oléoduc qui résoudra le problème d'un marché canadien, d'un marché qui devrait appartenir aux Canadiens. Il est temps que le gouvernement prenne des décisions énergétiques, sinon le problème de la livraison ne sera pas réglé.

Nous pouvons dire aux habitants de l'Alberta de ne pas allumer leurs lumières. Nous pouvons dire aux habitants de la Saskatchewan de ne pas conduire à plus de 50 milles à l'heure. Nous pouvons suivre l'exemple de la province de

Approvisionnement d'énergie—Loi

la Saskatchewan, c'est-à-dire conserver le pétrole dans le sol lorsqu'on ne peut le vendre, lorsqu'on ne peut l'acheminer. Voilà une mesure intelligente. C'est le genre de direction qu'on nous donne. C'est l'un des plus graves problèmes que les Canadiens doivent affronter.

J'ai visité ma circonscription au cours du week-end. Les gens s'y posaient des questions au sujet du gouvernement actuel. Moi aussi. Le bill veut mettre sous contrôle non seulement le pétrole, mais aussi toute autre source d'énergie décrite comme un substitut du pétrole. Il veut mettre sous contrôle l'électricité, le charbon et l'énergie nucléaire. Nous ne souffrons d'aucune pénurie de ressources énergétiques au pays. Je ne connais aucune entreprise qui soit à court de charbon et qui ne puisse se procurer tout le charbon dont elle a besoin. Je ne connais aucune commission hydro-électrique qui soit à court d'uranium et qui ne puisse se procurer tout l'uranium dont elle a besoin. En fait, nous allons en vendre au Japon pour je ne sais combien d'années à venir.

Je n'ai entendu parler d'aucun problème en matière de gaz naturel. L'information que nous possédons indique que nous avons tout ce qu'il faut dans les gazoducs pour assurer l'approvisionnement de ce produit. Nous disposons de réserves assez considérables de ce produit, et pourtant le gouvernement persiste à dire dans ce projet de loi que ces autres combustibles doivent également faire l'objet d'un contrôle. Alors qu'il n'y a pas le moindre indice de pénurie, aucun problème de prix ni d'approvisionnement, comment le gouvernement peut-il avoir l'audace à moins qu'il n'ait bien davantage en vue, de proposer un instant de mettre ces autres combustibles sous contrôle?

Je voudrais maintenant aborder un instant la question des prix. Pendant un certain nombre d'années avant de venir à Ottawa, j'ai fait du scoutisme. Je me souviens avoir dirigé un camp à Aurora pendant plusieurs années. La première fois que nous sommes allés à ce camp, il y avait beaucoup de bois de chauffage dans les environs. Pour le cuisot du camp, il était très facile d'abattre un arbre et de le débiter en bois de chauffage sur place. Cette opération ne demandait pas beaucoup d'énergie. Toutefois, après plusieurs années, il devint nécessaire d'aller chercher le bois de chauffage à près d'un mille plus loin. La situation présentait beaucoup d'analogies avec celle de l'industrie pétrolière. Nous avons du pétrole bon marché depuis un certain nombre d'années. Nous avons probablement assez de réserves de pétrole relativement bon marché pour les dix prochaines années. Nous pourrions faire ce que propose le Nouveau parti démocratique et bloquer le prix au prix de production réel à partir de ces sources relativement bon marché. Nous pourrions avoir des prix peu élevés contrôlés pour les huit ou dix prochaines années probablement.

Il n'y aurait toutefois pas de recherches pendant cette période; on ne consacrerait pas d'argent au développement du pétrole lourd de l'Alberta et de la Saskatchewan. On ne consacrerait pas d'argent aux sables bitumineux. On ne dépenserait absolument rien. Les sociétés pétrolières ne seraient pas stimulées à chercher du pétrole cher. Leurs prix auraient été gelés; elle réaliseraient un bénéfice sur leurs réserves actuelles mais, à cause du blocage, elles perdraient de l'argent si elles exploraient et développaient des réserves coûteuses. Nous devons adopter une politique qui encourage les sociétés à développer ces possibilités coûteuses.

Il faudra peut-être que l'on autorise une augmentation progressive du prix de tous les produits pétroliers, pourvu qu'on consacre cet argent au développement de nouvelles